



Africa Europe Faith and Justice Network ***Réseau Afrique Europe Foi et Justice***

ECHOS d'AEFJN

N° 28 – mai 2016

www.aefjn.org
aefjn@aefjn.org

REFLEXION

La faim durable de l'Afrique et les programmes d'aide alimentaire de l'UE

Dans les médias occidentaux, l'image de l'Afrique comme un continent frappé par la pauvreté, tenu en otage par la faim et incapable de nourrir sa population vous pousse à vous demander si vivre en Afrique signifie épouser la mort. Régulièrement, des images d'enfants malnourris, de femmes et d'hommes vivant dans leurs huttes sont projetées sur les médias comme des preuves. L'impression donnée est toujours que l'Afrique a besoin d'aide alimentaire de l'Europe et de l'Amérique, ou bien sa population sera éliminée par la faim. Une des conséquences de cette image misérabiliste est que divers programmes d'aide et de sécurité alimentaire, avec les politiques économiques qui les accompagnent, sont élaborés pour l'Afrique dans un effort pour *sauver l'Afrique d'une annihilation totale par la faim*. Sauver l'Afrique – mantra beau et louable ! Mais cette entreprise de s'occuper de la sécurité alimentaire de l'Afrique est compromise par des questions d'intégrité. En réalité, s'agit-il simplement de solidarité avec un continent qui souffre ? [Pour en Savoir plus](#)

DU BUREAU D'AEFJN

Transparence et responsabilité à la Banque européenne d'investissement

Dans les programmes et les politiques des organisations internationales de développement, la transparence et la reddition de comptes, aux côtés de la participation et de l'inclusion, sont largement reconnues. En vertu du droit international, le droit d'accéder aux informations des pouvoirs publics, comme la BEI, est considéré comme une obligation fondamentale. Ce droit est un outil important pour mieux atteindre les objectifs du prêt, pour réduire la corruption, pour identifier les avantages sociaux, environnementaux et économiques et pour éviter d'endommager les communautés et les écosystèmes sensibles. Dans sa politique de transparence, la BEI s'engage à publier régulièrement des informations institutionnelles. Elle s'engage en outre à faire en sorte que les parties prenantes soient entendues, engagées dans des projets et cette transparence "qualitative" exige un dialogue permanent entre la Banque et les parties prenantes sur la fourniture d'informations. D'autre part, la Banque retient également le droit d'assurer et de protéger les informations sensibles, ce qui est tenable dans certains cas, et est utilisé à mauvais escient dans d'autres. Jusqu'à quel point la Banque confirme-t-elle ses propres engagements en matière de transparence et de responsabilité? Et le fait de retenir des renseignements barre-t-il la route de la mission de développement de la BEI? [Pour en savoir plus](#)

AFRIQUE

Revue de littérature Review: Les Yorubas ne s'occupent pas du genre

Le récit africain actuel sur le genre a été largement inspiré de la littérature européenne et américaine sur la question. D'après Oyewunmi, de tels concepts occidentaux ne sont pas bien adaptés pour analyser le ménage africain. Elle donne l'exemple des Oyo-Yorubas : au lieu du genre, l'ancienneté est un principe organisateur de la société Yoruba. Bibi Bakare Yusuf, affirme que les concepts occidentaux ont influencé les cultures africaines et réciproquement, par conséquent, d'un point de vue historique, ceci doit être pris en compte. Mais plutôt que d'assigner ces grandes catégories, l'analyse gagnerait à examiner de plus près l'aspect pratique. Par exemple, comment les ménages Yoruba contemporains fonctionnent-ils selon le genre et l'ancienneté ? [Pour en savoir plus](#)

A LA UNE

Les APE africains-UE dans le flou

Les accords de partenariat économique européens ou APE – avec les pays d'Afrique subsaharienne signés il y a quelques années ont du mal à se mettre en marche et cela car les gouvernements africains n'apprécient guère leurs règles inspirées par Bruxelles en terme de gestion des matières premières. Les pays africains ont donné la priorité à une intégration régionale à l'échelle du continent. Les APE, les accords commerciaux entre l'Union Européenne (UE) et les différents groupes d'Afrique subsaharienne, conclus en 2014 et 2015, ou dans certains cas encore en cours de négociation, ont du mal à se mettre en marche. Le processus de ratification de ces accords commerciaux réciproques en est au point mort. [Pour en savoir plus](#)

Des chefs de communautés villageoises appellent à l'action contre les violations de droits de l'homme dans l'industrie d'huile de palme

Des chefs de communautés du Libéria, de Colombie, d'Indonésie et du Pérou ont fait un tour en Europe (Pays-Bas, Allemagne, Royaume-Uni et Belgique) pour porter à l'attention des décideurs politiques qu'une quantité importante « d'huile de palme de conflit » est destinée à des marchés européens. Aussi, 18% de toute l'huile de palme liée aux destructions de forêts illégales aboutit en Europe, les principaux consommateurs sont la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et le R.U. Ils ont aussi apporté des preuves que les institutions européennes sont impliquées au financement d'exploitations d'huile de palme qui ont causé des destructions de forêts, des dommages humains et environnementaux. Ils ont appelé les décideurs politiques européens à mettre en place une législation contraignante sur les chaînes d'approvisionnement d'huile de palme et d'autres marchandises agricoles qui entrent sur le marché de l'UE. [Pour en savoir plus](#)

VOIX DU RESEAU

Réunion 2016 des Antennes à Namur

Du 6 au 7 mai, AEFJN a tenu sa réunion annuelle des antennes à Namur chez les Sœurs de Notre-Dame de Namur. Au cours de la réunion, les 19 participants, représentants et membres de six Antennes européennes, le Secrétariat à Bruxelles et une représentation de l'Exécutif à Rome ont partagé leur

travail et leurs espoirs pour l'avenir. Les discussions étaient focalisées sur deux exposés au sujet des Objectifs de développement durable (ODD) et les conclusions sur le changement climatique (COP 21) éclairées par l'encyclique Laudato Si. Les Antennes, le Secrétariat et l'Exécutif ont parlé de leurs activités et priorités pour 2016-17. La réunion s'est tenue dans une atmosphère de cordialité et les questions relatives au quotidien des antennes, aussi bien que les questions relatives au plan d'action du réseau ont été discutées en profondeur. La prochaine réunion des Antennes aura lieu du 12 au 14 mai 2017 et le lieu sera confirmé bientôt. [Pour en savoir plus](#)

Association des supérieur(e)s religieux(ses) du Sud-Soudan

L'Association des supérieur(e)s religieux(ses) du Sud-Soudan (RSASS) qui compte plus de 500 soeurs, frères et prêtres religieux, a émis une déclaration suite à un atelier sur la lettre encyclique du Pape François "Laudato Sii," tenue à Juba du 27 au 30 avril 2016. Le communiqué fut remis au ministre de l'environnement et des forêts au Sud-Soudan nouvellement nommé, Hon. Napwon, par le corps exécutif de l'Association. Le RSASS montrait quelques signes inquiétants : pollution de l'eau, de la terre, de l'air ; déforestation et abattage d'arbres sans remplacement, combustion des forêts, surpâturage et désertification, exploitation pétrolière comme revenu principal du pays mais comme grave agent polluant. [Pour en savoir plus](#)

ACTION

La société civile ougandaise demande une interdiction des OGM

Plusieurs organisations de la société civile ougandaise ont endossé une pétition demandant à leur gouvernement de cesser la promotion des OGM. [Pour en savoir plus](#)

VIDEOS

[Rose du Rwanda – Promotion d'un projet de paix](#)

Suivez Rose, et voyez son impact, alors qu'elle voyage dans la campagne rwandaise en éduquant les communautés au sujet des droits des femmes à la terre.

[Un droit commun: Ouganda](#)

L'Alliance pour la terre d'Ouganda a renforcée des communautés pour affirmer leurs droits à la terre et lutter contre l'accaparement de terres, en soutenant la création de plus de 52 associations communales pour la terre.

[Droits à la terre expliqués en 1 minute](#) (En anglais)

[La vie et les temps extraordinaires de la fraise](#)

Vidéo sur le gaspillage de la nourriture (2 min) (en anglais)

[Des femmes de l'Afrique de l'Ouest défendent l'huile de palme traditionnelle](#)

La vidéo montre comment des femmes rurales en Afrique de l'Ouest travaillent à protéger la production traditionnelle d'huile de palme face à l'expansion destructrice des plantations pour la production d'huile de palme industrielle. (14 min) (en français)